



ISLAM EN OCCIDENT

Historique de la présence de l'Islam en Europe

Mémoire de géopolitique
du colonel Anton B A L L A Y
dans le cadre de l'étude dirigée
" L'ISLAM, REALITES ET PERSPECTIVE "

Directeur: M. Prof. Mustapha BENCHENAN

Avril 2003

HISTORIQUE DE LA PRESENCE DE L'ISLAM EN EUROPE

Sommaire

Partie I :La création de l'empire Ottoman

L'apparition des Ottomans

La conquête des Balkans

L'empire Ottoman après Soliman

Partie II :L'empire opposait à l'empire Austro-Hongrois

L'empire ottoman perd l'initiative

La bataille de Vienne

La traité de Karlowitz

La bataille de Zenta

Partie III :L'empire XVIII à la veille du XIX siècle

Les guerres contre La Russie

Le congrès de Vienne

La révolte des grecques contre l'empire Ottoman

Les guerres des grandes puissance

Le déclin de L'Empire ottoman

Partie IV: La crise finale de l'été 1914

L'engrenage

Les raisons de l'emballement vers guerre

Le démembrement et le fin de l'Empire ottoman

Conclusion

Introduction

L'objet de ce mémoire est de montrer une partie du parcours accompli par l'Europe pour entrer en contact avec l'Islam, notamment avec les Turcs et l'Empire ottoman. La comparaison entre l'Europe et l'Islam comporte toujours une connotation de conflit que l'on persiste à considérer comme une sorte de poursuite ou de reprise de l'ancienne rencontre belliqueuse entre la chrétienté et le monde islamique. Depuis cette époque; on rêvait d'une définition de l'Europe de la modernité et de la chrétienté. Cependant, le monde occidental observe avec une préoccupation croissante la diffusion de l'Islam. Il ne s'agit pas de quelque chose de neuf; mais d'une sorte de rivalité; d'un retour à une antique hostilité liée à une réalité géopolitique profondément instruite dans l'Histoire. L'opposition entre l'Europe et l'Asie, tout comme celle entre l'Occident et l'Orient est une affaire de plus longue durée dans l'Histoire de géopolitique. C'est la tension entre l'Europe et l'Islam, le duel Europe et le duel Occident- Orient qui ont pris la forme de ce qu'on nomme le conflit de la CROIX et du CROISSANT. L'assaut réitéré des musulmans, notamment les Turcs et l'Empire ottoman, contre l'Europe; entre le XIVe à XVIIIe siècle a été «la violente accoucheuse » de l'Europe.

Les Ottomans, les vrais protagonistes de l'histoire islamique en Méditerranée, avaient fait leur apparition en Anatolie. Il s'agissait d'une tribu turque, chassée d'Asie centrale par l'expansion mongole, et qui, dans le dernier quart du XIIIe siècle, avait pris du service auprès du sultan seldjoukide de Konya, lequel leur avait assigné un petit territoire non loin de Constantinople. Vers le fin du siècle ils ont tiré profit de la crise entre les Mongols de Perse et les Mamelouks d'Egypte, pour s'émanciper, plus tard prendre le contrôle des détroits et l'accès à la péninsule balkanique et enfin conquérir l'Empire byzantin.

Face à ce nouveau péril ottoman, qui n'était qu'à deux pas du Danube, l'Europe s'aperçoit qu'il n'y a pas temps à perdre et une nouvelle vague de terreur s'abat sur elle. L'Europe occidentale est riche d'une histoire militaire forte. A l'échelle du continent, et sur le long temps que représente l'installation de la chrétienté .

Les affrontements des quatre grands blocs politico-militaires¹ qui se sont succédés au sud de l'Europe se sont traduits par des flux et reflux de troupes armées, de structures administratives d'occupation armée et de populations déplacées, soit chassées par les conflits, soit réinstallées dans les déserts des marches pour assurer leur couverture. La période du congrès de Vienne de 1815 à la veille de la Première Guerre mondiale en 1914 est pour les Balkans une période extrêmement riche en événements qui marqueront durablement l'histoire de la péninsule mais également celle de l'Europe. Elle demeure cependant particulièrement intéressante car révélatrice des intérêts géopolitiques avoués et cachés des puissances européennes.

L'ordre européen issu du congrès de Vienne vise avant tout à retrouver l'ordre qui existait avant la révolution française et les conquêtes napoléoniennes. L'Empire ottoman entre dans son déclin. Son incapacité à se réformer suscite la convoitise des grandes puissances européennes et les amène à intervenir plus ou moins directement. Ce ne sera ensuite qu'une succession de révoltes et de guerres dans les Balkans qui déboucheront sur le premier conflit mondial.

Pour étudier ces quelques cent années, nous aborderons, dans une première partie, la création et la croissance de l'Empire ottoman de la fin du XIIIe au XVe siècle, la conquête des Balkans et l'Empire après Soliman; dans la deuxième partie nous traiterons l'apogée de l'Empire de la fin du XVe au milieu du XVIe siècle et son opposition à l'Empire Austro-Hongrois, la bataille de Vienne, le traité de Karlowitz la bataille de Zenta. Une approche par pays et chronologique globale, permettra de faire ressortir les intérêts géopolitiques dominants de chacune des nations en distinguant celles qui interviennent directement (la Russie et l'Autriche) et celles qui ne sont là que par une sorte de « suivisme » (la Grande-Bretagne, l'Allemagne, la France et l'Italie). Puis dans la troisième partie nous suivrons la vieillesse et le déclin de l'Empire ottoman du XVIIe à la veille du XIXe siècle, les premières guerres contre la Russie, le congrès de Vienne, qui fait une nouvelle partition géopolitique, la guerre d'indépendance de la Grèce, la guerre de Crimée et la répétition des conflits qui surviendront par la suite. La dernière partie de ce mémoire abordera la crise finale de l'été 1914, les raisons de l'emballement vers guerre et du fin de l'Empire ottoman.

¹ Il ne saurait être question de parler d'États au cours de la période étudiée

Partie I :La création de l'empire Ottoman

L'apparition des Ottomans

Au XIIIème siècle, le pouvoir des Seldjoukides faiblit, et quelques petits États turcs apparaissent dans la région tampon entre l'empire byzantin et l'État seldjoukide déclinant. En 1299, un chef de guerre Turc musulman, connu sous le nom d'Osman, attaque les implantations de Byzance en Anatolie occidentale. Ses fidèles les Osmanlilar², ou Ottomans, conquièrent progressivement l'Anatolie. Les descendants d'Osman règnent, avec le titre de sultan, de manière ininterrompue sur l'État ottoman jusqu'en 1922.

Osman réussit à unir autour de son royaume de nombreux émirats turcs voisins. En effet, il bénéficiait d'une position stratégique, en commandant les régions frontalières de l'empire byzantin. Originaire de la région de Söğüt, proche de Nicée où s'était installé l'empereur entre 1204 et 1261, il s'enrichit en pillant la région de l'ex-capitale, dont les défenses ont été dégarnies au profit des Balkans. Osman se réclame du ghazi, concept selon lequel tous les actes de guerre et de pillage contre les chrétiens sont justifiés. Il assiège les principales places fortes entre Söğüt et Nicée. Après sa mort son fils Orhan (règne entre 1326 et 1362) s'empare de Bursa, qui deviendra sa capitale, conquiert l'État turc de Karasi et contrôle les rives de la mer de Marmara et de la mer Égée.

Après s'être un temps engagé comme mercenaires au profit d'un empereur byzantin désireux de barrer la route à son rival, les Ottomans se retournèrent contre leur employeur. Ayant pris pied à Gallipoli en 1354, sur la rive européenne du détroit des Dardanelles, ils conquièrent la ville, marquant ainsi le début de la présence turque en Europe.

La conquête des Balkans

L'empire Ottoman poursuivit son expansion. Edirne, en Thrace, tomba en 1361. Mourad Ier, qui succéda à Orhan en 1362 et régna jusqu'en 1389, conduisit l'invasion des Balkans. Edirne devint la capitale occidentale de Ottomans, même après la prise de Constantinople en 1453.

² En turc, « Ceux qui sont associés avec Osman »

Parallèlement, les Ottomans consolidaient leur position en Asie mineure, en soumettant des émirats turcs, bravant la règle qui veut que le musulman ne fasse pas la guerre à un autre musulman.

Dans les Balkans, ils défirent les Bulgares. En juin 1389 à la bataille du champ des merles (Kosovo Polje), Mourad défait les Serbes avant d'être tué à son tour. En représailles, les Ottomans exécutèrent le prince serbe Lazar³

L'expansion ottomane sur les deux fronts, Balkans et Anatolie, sera poursuivie par Bayazid, le fils de Mourad. L'aptitude de Bayazid à osciller entre les deux fronts lui vaudra d'ailleurs le surnom de Yilderim⁴. L'opposition des Turcs aux Ottomans ne se calme pas, et le chef de guerre Timour Lang⁵ (Tamerlan) rallie plusieurs émirs mécontents et bat Bayazid en 1402 devant Ankara. Tamerlan, peut-être pour apprendre aux Ottomans à ne pas guerroyer contre des musulmans, restituera leurs terres aux émirs ralliés à Bayazid, ainsi qu'aux fils de ce dernier.

Après la mort de Bayazid en captivité, une querelle éclata entre ses fils. Son fils Mohammed II s'imposera en réunifiant le sultanat, ajoutant à ses terres celles de ses frères qu'il avait battus. Il se lança à conquête des émirats d'Anatolie fidèles à Tamerlan et, à sa mort en 1421 fut remplacé par son fils Mourad II. En 1423 Mourad II avait conquis toute l'Anatolie, et se tourna vers l'Europe.

En 1439 il annexera la Serbie et en 1440 il fera le siège de Belgrade, alors tenue par les Hongrois. En 1444, après avoir signé la paix avec la Serbie et la Hongrie, Mourad II abdique en faveur de son fils, alors âgé de 12 ans. Voyant en ce geste un signe de faiblesse, l'Europe lance alors une nouvelle croisade contre l'empire ottoman. Mourad sort alors de sa retraite, bat les armées européennes à Varna, en Bulgarie, à la fin de 1444. Il rend alors le pouvoir à son fils, puis le reprend pour mater une rébellion à Edirne en 1446, avant de le lui rendre définitivement.

A sa mort en 1451 Mohammed II, dit « le conquérant », règne enfin définitivement. En 1453, il conquiert Constantinople en un jour, après un siège de plusieurs mois et à l'aide

³ ce qui vaut à la bataille de Kosovo Polje d'être célébré comme une victoire tant par les musulmans (parmi lesquels les Albanais descendants de convertis) que par les Serbes.

⁴ En turc : « l'éclair, la foudre »

⁵ En turc : « Timour le boiteux »

d'un pilonnage d'artillerie incessant. L'empire Byzantin ne survivrait pas. Constantinople deviendra la capitale de l'empire, et le sultan règnera depuis le palais de Topkapi, construit à cet effet.

Chaque sultan Ottoman inaugurerait son règne par une grande victoire ghazi. Mohammed, à sa mort en 1481, contrôlait la quasi-totalité des Balkans, comprenant la Grèce, l'Albanie, la Serbie, la Bosnie (conquise en 1463) la Crimée (en 1475) et l'Herzégovine (en 1482). Il planifiait alors l'invasion de l'Italie.

Son fils Bayazid II lui succéda, sans atteindre les succès paternels. Sous l'effet conjugué de deux événements, l'empire ottoman déclina ensuite rapidement. À l'Ouest, la première circumnavigation africaine par Vasco de Gamma en 1497-1498 ouvrit la voie à la concurrence portugaise sur la route des Indes, diminuant grandement les revenus que l'empire ottoman tirait de sa position sur la route des épices. À l'Est, l'émergence en Iran de la dynastie Séfévide (1^{er} shah, Ismaël 1^{er}), chiite duodécimain (les Ottomans sont sunnites), menace l'empire sur le plan militaire et religieux.

Cependant Sélim I^{er} déclare en 1512 la guerre sainte aux séfévides, qu'il défait en 1514, et capture l'Anatolie, tout le croissant fertile jusqu'à l'Égypte, et l'Arabie, s'emparant des deux lieux saints de la Mecque et Médine. Utilisant Suez comme base, sa flotte menace le commerce portugais dans l'Océan Indien.

À sa mort en 1520 son fils Soliman I^{er} dit « le magnifique » se tourne à nouveau vers l'ouest de l'empire. Il prend Belgrade aux Hongrois en 1521, chasse les chevaliers de Saint-Jean de Rhodes en 1522, ce qui marque le début de la domination ottomane sur la méditerranée orientale, défait les Hongrois à Mohacs en 1526, attaque l'Autriche (à partir de la Bosnie), campe sous les murs de Vienne en 1529, et s'empare de Tabriz, en Iran, en 1534. À sa mort en 1566, alors qu'il combattait en Hongrie, l'empire ottoman était le plus fort État musulman de l'histoire.

Si la période 1463 – 1533 a vu la ligne de confrontation entre ottomans et austro-hongrois, la paix de 1533 verra s'installer une paix armée, dans ce qui a été nommé "une zone tampon".

C'est à cette période que les Serbes quittent le Kosovo - qu'ils considèrent comme leur berceau - pour éviter la répression turque : ils sont remplacés par des Albanais. Serbe au départ, le Kosovo devient alors en majorité albanais.

La puissance militaire ottomane

Les Ottomans se sont forgés une armée de métier, en avance sur leur époque, totalement liée à la personne du sultan, et, au sein de celle-ci, un corps d'élite, les janissaires. A cette armée de métier viennent s'adjoindre des troupes non permanentes, recrutées pour les besoins d'une campagne.

Lors des grandes batailles, l'armée turque plaçait les janissaires au centre, derrière un rempart de chariots. Aux ailes se plaçaient les cavaleries, à droite celle d'Asie, à gauche celle d'Europe et, avec elles, l'artillerie prête à croiser ses feux sur l'ennemi. La cavalerie comprenait six corps à l'époque de Soliman.

Les janissaires se distinguent par leur recrutement, qui assure au sultan le soutien d'une troupe toute dévouée à sa personne. Le système du devchirme fournissait aux janissaires des enfants chrétiens enlevés de force très tôt à leurs familles, élevés ensemble dans l'Islam, soumis à une discipline stricte et voués à la vie militaire. Tous les cinq ans, les recruteurs des janissaires parcouraient les provinces de l'Empire et sélectionnaient les futures recrues. Au XVI^{ème} siècle, le corps des janissaires, dont l'effectif était alors d'environ 12 000 hommes, comportait également des Turcs musulmans.

Les janissaires forment la garde rapprochée du sultan qu'ils entourent et protègent jour et nuit. Sur les champs de bataille, ils forment un carré autour de lui, évoluent avec rapidité, en ordre et surtout en silence afin d'impressionner leurs adversaires. Ils font preuve d'intrépidité et de sauvagerie au combat. Quand ils ne sont pas en campagne, ils assurent la sécurité d'Istanbul et participent également à la défense de certaines citadelles des frontières.

Ils forment une société très hiérarchisée. Le sultan étant considéré comme le père nourricier des janissaires, les grades étaient empruntés au langage de la cuisine du Palais : le tchorbadji bachi ou « maître de la grande soupère » était l'analogue d'un colonel; l'achtchi bachi ou « maître-queux » était le capitaine ; le sakka bachi ou

« porteur d'eau » avait un rôle de lieutenant. La Kazan (marmite de bronze) était le vrai drapeau du régiment, autour de laquelle les janissaires se réunissent une fois par jour pour le repas fourni par le sultan.

Autour de ce noyau permanent de soldats d'élite dotés d'un armement moderne, le sultan recrute des mercenaires pour le temps de guerre, et surtout mobilise les contingents féodaux fournis par les seigneurs titulaires des timars. Ceux-ci sont des concessions en forme de seigneuries qui englobent des terres cultivées ou incultes, des redevances, ou des péages. Ces concessions sont conditionnelles : en contrepartie chaque maître de timar doit fournir un nombre de cavaliers proportionnels à l'importance de son domaine. La noblesse chrétienne des pays conquis a souvent bénéficié également de ces concessions.

L'armée dispose également de services de ravitaillement et d'intendance que l'Europe ne connaît pas encore et surtout d'une artillerie particulièrement développée, dont Ottomans ont compris très tôt l'importance. Sa puissance de feu et sa mobilité sont étonnantes pour l'époque.

Sous Soliman que la flotte de guerre devient la plus puissante de la Méditerranée. Les sultans recrutent les fameux corsaires qui écument les mers. C'est à l'un d'eux, Barberousse, nommé grand amiral par Soliman, que l'Empire est redevable de l'organisation de sa force navale et de ses premières victoires⁶.

Le « joug » ottoman

Sous la domination ottomane, qui a marqué ces régions, les peuples ne sont pas restés stables et uniformes : déportations, colonisation et assimilation allaient modifier profondément leurs structures. Nous trouvons là encore les prémises des querelles du XIX^{ème} siècle.

Les vassaux de la sublime porte jouissaient de statuts divers, ce qui fait qu'il est encore difficile de savoir si tel Etat était inclus dans l'empire. Ainsi les enclaves dalmates de

⁶ cf. supra

Venise (Zara – Kotor) et la république de Raguse demeurèrent-elles largement indépendantes, bien qu'assujetties aux taxes.

L'empire après Soliman

Après 1566, l'empire ottoman s'effritera lentement, bien qu'il ait continué à se frotter aux Habsbourgs, qu'il se soit temporairement emparé de Chypre entre 1570 et 1571, se soient défendus face aux Séfevides et aient même tenu tête à une nouvelle puissance régionale, la Russie.

Au XVII^{ème} siècle, l'empire devait faire face à deux fortes puissances qui lui disputaient son influence : l'Autriche des Habsbourg en Europe et l'Iran en Asie. Cependant, ses capacités agricoles et l'action énergique de quelques sultans lui permettront de subsister jusqu'au delà de la première guerre mondiale. Mourad IV, qui régna entre 1623 et 1640 fut le plus énergique sultan après Soliman. Ayant réussi à capturer Bagdad aux Safavides, il sécurisa la frontière asiatique de l'empire. Après sa mort, des dissensions apparaîtront à l'intérieur même de l'empire. L'inflation conduisant à des retards dans les versements des soldes de l'armée, des rébellions secouèrent l'armée. Le manque de candidat assez âgés pour succéder à Mourad conduisit à l'interrègne connu sous le nom de « sultanat des femmes ». En 1656, Turhan, le père du sultan Mohammed IV autorisa un chef militaire respecté, Köprülü Mohammed Pacha, à exercer les fonctions de grand vizir. En cinq ans, il expulsa les fonctionnaires incompetents, chassa la corruption et restaura la grandeur de l'empire. Il écrasa quelques rébellions, améliora les défenses de l'empire et battit même la flotte vénitienne. En 1661 son fils Köprülü Fazil Ahmed Pacha lui succéda, créant la première dynastie de vizirs.

Partie II :L'empire opposait à l'empire Austro-Hongrois

L'émergence des Habsbourg

Si les Ottomans ont conquis leur territoire par la force, les Habsbourg ont plus souvent gagné le leur par le mariage, suivant le slogan : « Tu, felix Austria, nube »⁷. En 1278 le roi Rodolphe 1^{er} s'emparait des terres de l'est (Österreich) autour de Vienne, auparavant possession du roi de Bohême. Les Habsbourg se sont battus au cours du moyen âge avec les rois de Bohême, Pologne et Hongrie. Mais en 1526, au cours de la bataille de Mohacs où la Hongrie est devenue province ottomane⁸, le roi Louis II de Hongrie, donc roi de Croatie, mourut sans héritier mâle. Ses possessions de Croatie, de Bohême et de Hongrie passèrent à son beau-frère, Ferdinand Habsbourg... Jusqu'en 1918, les Habsbourg furent la plus forte dynastie d'Europe.

Leurs possessions balkaniques étaient cependant sous occupation ottomane : seule une petite partie de la Hongrie (Hongrie royale, comprenant la Croatie actuelle, mais pas la Slavonie) n'était pas soumise au tribut. Mais le roi de Hongrie n'était pas pour autant vassal du Sultan. Dès la mort de Soliman le magnifique, en 1566, l'empire ottoman déclina. De 1591 à 1603, une guerre de frontière l'opposa aux Habsbourg.

L'empire ottoman perd l'initiative

Bien qu'il se soit temporairement emparé de Chypre (1570/71), se soit défendu face aux séfévides et ait même tenu tête à une nouvelle puissance régionale, la Russie, l'empire ottoman s'effritera lentement.

Köprülü Fazıl Ahmed Pacha poursuivit l'expansion militaire de l'empire. Il arracha l'Ukraine occidentale à la Pologne, conquiert la Crète en 1669, dernière grande acquisition de l'empire.

Pendant la première moitié du XVII^{ème} siècle, des combats intermittents opposaient les forces ottomanes aux troupes austro-hongroises sur la militargrenze, frontière séparant la Hongrie impériale de la Hongrie turque. En 1664, cependant, les troupes de la Sainte Ligue, commandées par le maréchal Montecuccoli, battirent l'armée ottomane au Saint-Gottard, obligeant la sublime Porte à signer la paix d'Eisenbourg (dite de Vasvár) qui

⁷ « marie-toi, Autriche heureuse »

⁸ Cf. supra

instituait la coexistence des sphères d'influence austro-hongroises et ottomanes. La Hongrie était partagée en deux, la Transylvanie devant payer le tribut à l'empire ottoman. Plus au Nord, en Pologne, Jean Sobieski dénonça le traité de Buczacs (qui lui avait ôté l'Ukraine) et battit les Ottomans à Khoczim, en Bessarabie, gagnant ainsi le trône de Pologne pour lui-même.

La bataille de Vienne⁹

Le successeur de Köprülü Fazil Ahmed Pacha, Kara Moustapha Pacha, vizir de Mohamed IV, amena pour la seconde fois les troupes ottomanes aux portes de Vienne en 1683. Sa faiblesse stratégique le conduisit à une défaite cuisante face à une armée multinationale commandée par le roi Jean Sobieski III et le prince Charles V de Lorraine. Il sera exécuté sur les ordres du sultan au cours de la retraite, pendant que Sobieski poursuivait les Ottomans jusqu'à Cracovie. Les Ottomans, pourtant réputés maîtres en matière poliorcétique, n'avaient pu prendre la cité, sur laquelle ils avaient tiré 100 000 boulets, avant l'arrivée des renforts.

Le traité de Karlowitz

En 1685, une nouvelle Sainte Ligue, comprenant la Pologne, l'Autriche, Venise et Malte auquel viendra se joindre la Russie, reprit l'offensive face aux Ottomans, capturant Buda en 1686. En 1687 Lorraine, le co-vainqueur de Vienne écrasa les Ottomans à Mohacs. Depuis lors la guerre se déplacera hors de la Hongrie, en Croatie, Transylvanie, Moldavie et Valachie.

Pendant ce temps, les Vénitiens reprit la Morée et Athènes. Max-Emmanuel de Bavière prit Belgrade en 1688. Privés de la main sûre de Köprülü, les Ottomans retournèrent à la corruption et aux querelles internes.

⁹ pour ce chapitre, CHANDLER David G., Atlas of military strategy The art, Theory & Practice of War 1618-1878, Londres ; Arms and Armour Press, 1980-1996, pp. 54-56

Un nouveau grand Vizir, Mustapha Kuprili, mit à nouveau en échec les armées chrétiennes en reprenant Niš et Belgrade en 1689 et 1690, avant d'être tué à Slanzkamen par le prince Louis de Bade.

La bataille de Zenta

La Sainte Ligue reprit l'initiative, et le 11 septembre 1697, à Zenta (Senta), le prince Eugène de Savoie (général à 22 ans, il commanda sa première armée à 23), nouveau commandant les armées autrichiennes, surprenant une troupe de 30 000 Ottomans traversant la Theiss sur un pont de bateaux, en tua les deux tiers, le reste se noyant¹⁰. Les Ottomans durent alors céder la Bosnie et la Serbie.

En 1699 le traité de Karlowitz officialisa ces pertes : à l'exception du Banat de Temeswar, la Hongrie revenait aux Habsbourg. La Pologne recouvrait l'Ukraine occidentale, la Dalmatie, entre Split et Dubrovnik, ainsi que le Péloponnèse revenaient à Venise. La frontière entre les deux empires était rejetée sur l'Una, la Save et le Danube. En 1716, le prince Eugène de Savoie reconquit le Banat de Temeswar lors de la bataille de Peterwardein, et l'année suivante réussit, alors qu'il se trouvait face à Belgrade à la tête de 50 000 Autrichiens mal en point, à se dégager en mettant en déroute les 150 000 Ottomans qui l'encerclaient, leur volant leurs canons et s'en servant pour faire capituler en 2 jours la garnison que 2 mois de siège n'avaient pas ébranlée. A la fin du XVIIème siècle, l'empire ottoman n'avait ainsi plus de possessions européennes hors des Balkans, et n'était plus en position de force au sud des Carpathes.

Partie III :L'empire XVIII à la veille du XIX siècle

Les premières guerres contre la Russie

Au cours du XVII siècle les Russes apparaissent en pleine lumière sur la scène ottomane. Ils ont accompli des progrès, occupé l'Ukraine et devenus voisins des Turcs se sont livrés à des incursions en territoire ottoman. Pierre le Grand se fait reconnaître comme

¹⁰ croquis in CHANDLER David G., op. cit., p. 56

tsar par les Turcs, installe un patriarcat orthodoxe à Moscou et cherche à se faire attribuer le droit de protection des chrétiens orthodoxes .

Les conflits continuèrent cependant. La Russie, de son côté, déclara la guerre une première fois à l'empire ottoman en 1736 et les guerres durèrent jusqu'en 1791 (paix de Sistova avec l'Autriche) et 1792 (paix d'Iasi avec la Russie). Lors de l'expédition de Bonaparte en Egypte, la Turquie se rapprocha de la Russie, et signa le traité de Constantinople en 1799. Cependant, la paix de Presbourg (décembre 1805) faisait céder à l'Autriche la Vénétie, l'Istrie et la Dalmatie qui passèrent sous la domination de l'empire de Napoléon. En 1809 (après Wagram) , ce dernier obtint de l'Autriche Trieste, la Carniole, une partie de la Croatie, et crée les « provinces illiriennes » .

Avant que le congrès de Vienne ne bouleverse définitivement (au nom de la diplomatie internationale cette fois-ci) le paysage balkanique. Une dernière action militaire importante marquera la région. Entre 1804 et 1813 aura lieu un soulèvement serbe, mené par Djordje Petrovic, dit « le noir » (Karadjordje). Cette longue révolte vit l'organisation d'un semblant d'État, et personne ne paya d'impôts à la Porte... Les Russes, après avoir mollement soutenu la rébellion, s'entendirent avec le Sultan par le traité de Bucarest (1812). Elle se termina par la fuite du héros en octobre 1813.

Le congrès de Vienne

Un congrès pour fermer la « parenthèse » révolutionnaire et napoléonienne

En 1815, au lendemain de l'abdication de Napoléon 1^{er}, les puissances européennes, sous l'influence du chancelier autrichien Klemens Von Metternich décident de réduire la France à un état ne lui permettant plus de prétendre à l'hégémonie sur l'Europe. Il s'agit de redéfinir les équilibres territoriaux du vieux continent, secoué par les tourmentes révolutionnaire et napoléonienne. Tous les émissaires des puissances européennes (excepté l'Empire ottoman) se réunirent en congrès à Vienne, de septembre 1814 à juin 1815. Chacun vint y défendre son point de vue, ses intérêts territoriaux, nationalistes, et tenter de satisfaire un expansionnisme de plus en plus marqué.

Le tsar Alexandre I^{er}, favorable à l'unification des États allemands, pour affaiblir l'Autriche nourrit secrètement l'idée d'une Europe fédérée et dominée par la Russie. Président du congrès, le ministre autrichien Metternich mit en avant son idéal d'un équilibre européen francophobe. Il espérait que la France perdrait tout ressort diplomatique du fait de ses pertes territoriales. De même, il cherchait à freiner les prétentions russes sur la Pologne et le courant du pangermanisme qui incitait la Prusse à absorber la Saxe. Enfin et surtout, il voulut créer les conditions préalables, d'une part, à la constitution d'une confédération des États allemands dominée par l'Autriche, d'autre part, à l'extension territoriale de l'Autriche et au renforcement de sa cohérence et de son autorité. Face aux prétentions de l'Autriche, la Prusse voulut défendre une politique permettant d'amoindrir l'émiettement territorial allemand, dans l'espoir de constituer une confédération allemande gagnant en autonomie. La Grande-Bretagne attendit plusieurs décisions de Vienne : l'affaiblissement de la France, la stabilisation de la zone Baltique, la possibilité, en accord avec l'Autriche, de freiner l'expansionnisme russe et surtout la confirmation de sa position d'hégémonie coloniale. Talleyrand, représentant de Louis XVIII, compta sur les divergences anglo-russes pour limiter le démantèlement des possessions françaises.

Une nouvelle partition continentale

La France est dépossédée de tous les territoires conquis par Napoléon Ier. La redéfinition de la carte européenne aboutit à la création d'une zone «tampon» autour de la France, depuis la Belgique jusqu'à l'Italie piémontaise. Cette zone doit théoriquement protéger les grandes puissances de toute tentative de pénétration.

Les «Quatre Puissances » (Angleterre, Russie, Autriche, Prusse) se taillent la part du lion, dans le respect du protocole d'ouverture du congrès : «la paix sera faite conformément aux principes du droit public". La Grande-Bretagne conserve ses frontières, mais obtient plusieurs îles et possessions outre-mer. La Russie reçoit les deux tiers de l'ancien Grand-Duché de Varsovie, la Bessarabie et la Finlande. La Prusse agrandit son territoire et renforce son influence sur les Etats allemands. Enfin, selon les vœux de Metternich, l'Autriche recouvre la plupart de ses territoires perdus. En compensation de l'indépendance hollandaise, elle reçoit quelques enclaves allemandes et terres italiennes (Lombardie, Vénétie), ainsi que la Dalmatie, jusqu'alors propriété de Venise. Elle s'assure ainsi une position dominante en Italie grâce à ses possessions, alliances et protectorats. L'Autriche elle constitue un bloc homogène transalpin qui, ajouté à la présidence de la nouvelle Confédération germanique, lui permet de dominer l'Europe centrale et méridionale. Les Balkans, eux, restent toujours sous domination ottomane.

Parallèlement, un système d'alliance des grandes puissances européennes est mis en place afin que l'œuvre de restauration accomplie perdure. Sur l'initiative de la Russie, la Sainte Alliance est instituée entre la Russie, la Prusse, l'Autriche et la France puis la Grande-Bretagne. Cette alliance, « des souverains contre les peuples », a pour but d'instituer un concert européen en vue de mater tout foyer révolutionnaire susceptible de ranimer l'effervescence en Europe : cette alliance est un pacte de soutien mutuel des monarques contre les révolutions, libérales ou nationales.

Le principal souci du congrès est donc bien d'obtenir un vaste rééquilibrage des nations et empires européens. Mais ce découpage, qui assure la paix continentale à la vieille Europe pendant près de quarante ans, nourrit en son sein sa propre dégénérescence. Toutes les tractations se font au détriment et au mépris du droit des nationalités ou des

confessions. Dès 1823-1824, les intérêts divergents des grandes puissances montrent le caractère artificiel de ce découpage, contre lequel les révolutionnaires et les nationalistes de toute l'Europe, mais aussi Napoléon III, ne cessent bientôt de lutter, jusqu'à favoriser un nouvel éclatement de l'Europe et la redistribution des nationalités à la fin du XIXe siècle.

L'indépendance de la Grèce ou les limites du congrès de Vienne

L'intervention des nations européennes

Moins de dix ans après le congrès de Vienne, les principes qui y avaient été défendus sont déjà mis à mal par la révolte des grecques contre l'Empire ottoman. La résistance xénophobe des Klephtes, le développement dans l'île d'une bourgeoisie cultivée, la création en Grèce et à l'étranger d'une société patriotique, l'Hétairie, sont les principaux facteurs de cette révolte alors que les Grecs se sentent de plus en plus une nation. A l'étranger, la Grèce est sympathique autant aux conservateurs parce que, chrétienne, elle lutte contre les Turcs musulmans qu'aux libéraux, parce que, soumise, elle combat pour son indépendance. Partout il y a des philhellènes. Le tsar, de son côté, appuie épisodiquement les révoltés pour affaiblir la Turquie.

Dans les premiers combats de 1821 à 1822, les Grecs l'emportent sur les Turcs. Le sultan fait alors appel aux Egyptiens et parvient, avec leur aide, à reprendre plusieurs places. L'Europe se porte alors, avec plus ou moins d'entrain, au secours des révoltés. L'Angleterre avec réticence, la Russie avec enthousiasme et la France par solidarité chrétienne et par sympathie, envoient des escadres à Navarin, base navale égyptienne. La flotte des musulmans y est coulée. Une expédition française débarque en Morée. Les troupes russes traversent la chaîne des Balkans et s'emparent, le 20 août en 1829, d'Andrinople. Elles marchent sur Constantinople lorsque les Turcs entament des négociations de paix que les Britanniques mènent rondement pour éviter un désastre que constituerait, pour eux, la prise de Constantinople par les Russes.

L'annonce de grands bouleversements en Europe

Le traité de paix d'Andrinople est signé le 14 septembre 1829 à Andrinople. Il consacre l'indépendance de la Grèce et l'autonomie de la Serbie, de la Moldavie et de la Valachie. Ces dernières sont placées sous le protectorat de la Russie qui se voit attribuer les îles du delta du Danube et un droit de passage dans les Dardanelles.

En définitive, la rivalité anglo-russe permet le premier triomphe des nationalités, en complète contradiction avec les principes défendus en 1815 à Vienne. L'attitude des grandes puissances s'explique par leur quête d'intérêts particuliers, intérêts le plus souvent rivaux. Ces intérêts divergents vont rester une constante des relations internationales tout au long du XIX^e siècle. La Russie appuiera les revendications des populations chrétiennes des Balkans car elle voit dans l'affaiblissement de l'Empire ottoman, gardien des Détroits, un moyen d'assurer sa pénétration en Méditerranée. L'Autriche s'opposera à l'établissement d'une prépondérance russe dans les Balkans. La Grande Bretagne, de son côté, pour sauvegarder sa suprématie en Méditerranée, préférera un Empire ottoman affaibli, plutôt que démembré au profit de puissances qui lui porteraient ombrage. Quant à la France, elle cherchera à exploiter ces divergences d'intérêts pour aboutir à une révision des traités de 1815, tout en veillant à mettre en place une alliance de revers vis-à-vis de l'Autriche. Les enjeux de la crise grecque sont donc essentiels : d'une part, l'indépendance de la Grèce marque la victoire du principe des nationalités sur le principe de légitimité ; d'autre part, elle souligne l'interférence des questions balkaniques dans les relations entre les grandes puissances. Metternich ne se trompe pas lorsqu'il annonce que l'indépendance grecque va donner le signal d'une immense révolution en Europe.

Le traité de Unkiar-Skelessi : un protectorat russe sur l'Empire ottoman

Depuis 1830, la Russie a une politique active dans l'Empire turc. Sur le plan économique, elle développe ses échanges commerciaux par la mer Noire. Par ailleurs, le protectorat qu'elle a établi sur les principautés de Moldavie et de Valachie lui permet d'en éliminer la concurrence. Sur le plan religieux, le gouvernement russe s'emploie à développer des liens avec l'Église orthodoxe de l'Empire ottoman.

En 1832, un contingent russe s'établit sur les rives du détroit des Dardanelles afin de protéger le sultan ottoman contre les troupes du Pacha d'Égypte, Méhémet Ali. En effet, en 1833, Méhémet Ali vient d'envahir la Syrie pour obliger les Turcs à lui céder la Crète en remerciement de l'aide qu'il leur a fournie lors de l'insurrection grecque. Les Turcs sont rapidement écrasés et ce sont alors les Russes qui « sauvent » l'Empire ottoman.

Cet épisode se conclut par le traité d'Unkiar-Skelessi (juin 1833) et marque une étape importante dans l'établissement d'un protectorat russe sur l'ensemble de l'Empire ottoman. La Russie obtient en outre la fermeture des détroits pour les bâtiments de guerre de pays non riverains de la mer Noire. Après le traité d'Unkiar-Skelessi, les Russes essaient d'établir à leur seul profit un protectorat sur l'Empire ottoman.

La guerre de Crimée : un coup d'arrêt à l'expansion russe

Au début des années 1850, le tsar Nicolas Ier voit une nouvelle opportunité d'étendre son influence en intervenant dans les affaires turques. Il veut chasser d'Europe la puissance ottomane pour s'assurer la domination sur les Balkans et montrer au monde le rôle que la Russie est appelée à jouer comme protecteur de la chrétienté contre l'Islam. Il se croit assuré du soutien autrichien en contrepartie de l'aide que son pays vient d'apporter à la dynastie des Habsbourg pendant les révolutions de 1848-1849¹¹. Il est

¹¹ La Russie vient en aide à l'Autriche en intervenant en 1848 dans les provinces roumaines pour briser leur volonté d'indépendance. Le tsar Nicolas Ier accepte d'apporter son soutien à la fois parce qu'il craint que la révolte hongroise n'ait des contrecoups dans la Pologne russe et parce qu'il veut éviter un

persuadé que la Grande-Bretagne s'associera à un partage des territoires des Balkans contrôlés par les Turcs.

L'intervention russe est provoquée par un conflit entre catholiques et orthodoxes concernant la protection des Lieux saints en Palestine, appartenant alors à l'Empire ottoman. En décembre 1852, le sultan, sous la pression de Napoléon III, se prononce en faveur des catholiques. Nicolas I^{er}, protecteur de l'Église orthodoxe, envoie aussitôt une mission à Constantinople pour négocier un nouvel accord en faveur des orthodoxes et un traité garantissant leurs droits dans l'Empire ottoman. Les Britanniques, conscients de la menace que ferait peser un protectorat russe sur leurs intérêts dans la région, persuadent les Turcs de s'opposer aux exigences du Tsar.

Le 1^{er} juillet 1853, les Russes ripostent en occupant les principautés turques de Moldavie et de Valachie. Les puissances européennes tentent d'arriver à un compromis, mais sans succès. Le 4 octobre, assuré des soutiens français et britannique, l'Empire ottoman déclare la guerre à la Russie. Le 30 novembre 1853, les Russes détruisent la flotte turque dans le port de Sinope sur la mer Noire. En mars 1854, comme la Russie ignore les demandes britanniques et françaises d'évacuation de la Moldavie et de la Valachie, le Royaume-Uni et la France déclarent la guerre à la Russie. De cette crise naît la guerre de Crimée qui se termine par la chute de Sébastopol en 1856.

Le traité de Paris, signé le 30 mars 1856, est un échec cuisant pour la politique russe au Moyen-Orient. La Russie doit rendre la Bessarabie du Sud et l'embouchure du Danube à l'Empire ottoman dont l'indépendance et l'intégrité territoriales sont réaffirmées ; la Moldavie, la Valachie et la Serbie sont libérées du protectorat russe et sont placées sous garantie internationale. Il est défendu aux Russes de garder leur flotte dans la mer Noire, désormais interdite à tout navire de guerre. Ce traité marque la fin de l'entente entre l'Autriche et la Russie. Désormais, le front des grandes monarchies conservatrices, qui ont construit l'ordre de Vienne, est rompu. Un coup d'arrêt est porté à la politique d'expansion russe.

affaiblissement de l'Autriche, pièce maîtresse de l'Europe de 1815, contrepoids nécessaire à la puissance prussienne.

Il faut attendre 1870 pour que, profitant du conflit entre la France et la Prusse, le gouvernement russe décide de se libérer unilatéralement des servitudes imposées sur sa flotte de la mer Noire par le traité de Paris. En octobre 1870, la Russie annonce aux autres États qu'elle reprend sa liberté en mer Noire ; les autres puissances laissent faire : une conférence tenue à Londres en mars 1871 entérinera cette décision. Désormais la Russie peut établir une flotte de guerre en mer Noire et peut donc entamer une politique offensive vers les Balkans et les Détroits. Les militaires russes y sont favorables et le Tsar y voit un bon moyen de satisfaire les aspirations des panslavistes et des nationalistes qui soutiennent l'autocratie.

Un moyen d'expansion : le panslavisme

C'est au début des années 1830, que le panslavisme apparaît chez les intellectuels qui souhaitent faire revivre les langues slaves, dominées par l'allemand ou le hongrois. Le panslavisme est ensuite repris à partir des années 1860 par la Russie, qui s'implique dans le mouvement en le transformant. Seul État slave indépendant, la Russie entend devenir la protectrice de tous les Slaves vivant dans d'autres États, ce qui lui permet de légitimer ses desseins expansionnistes. En 1869 paraît l'ouvrage « La Russie et l'Europe », où Nikolaï Iakovlevitch Danilevski expose les grandes lignes du panslavisme. Ce courant s'appuie sur l'idée que la nation russe a une vocation particulière, celle d'assurer la libération de ses frères slaves en assumant leur formation. Ce courant suscite une véritable mobilisation (à laquelle participe Dostoïevski) destinée à encadrer les étudiants des Balkans venant faire des études en Russie. Le mouvement a par ailleurs des prolongements politiques avec la formation d'un véritable groupe de pression auprès du tsar Alexandre II. Le programme d'aide aux frères slaves évolue ensuite vers l'idée d'une fédération de tous les slaves à l'intérieur d'un même empire dirigé par la Russie. De cette entité sont cependant exclus les Slaves germanisés que sont les Tchèques et les Slaves non orthodoxes que sont les Polonais. En revanche, Bulgares, Serbes et Monténégrins sont courtisés. L'ambassadeur Ignatiev, très actif à Constantinople, est à la fois l'un des maillons des intérêts russes dans les Balkans et un actif propagandiste auprès du tsar. L'armée apporte également son soutien à cette cause.

La guerre russo-turque de 1877 - 1878

Si les mouvements insurrectionnels qui se déclenchent dans les Balkans au milieu des années 1870 s'expliquent par les crises internes à l'Empire ottoman, ils sont avant tout encouragés de l'extérieur. Les Serbes et Bulgares ont acquis la conviction, par l'intermédiaire de l'action des agents russes dans ces régions, qu'ils ne seront pas abandonnés par la Russie s'ils prennent l'initiative d'un soulèvement contre la domination ottomane.

En 1875, pour accroître ses ressources budgétaires, le sultan décide d'augmenter les impôts qui pèsent sur les chrétiens. L'insurrection qui s'en suit est violemment réprimée (30.000 morts) par les Turcs. A la fin juin 1876, la Serbie et Monténégro entrent en guerre contre le sultan.

Les dirigeants russes sont tout d'abord indécis : certains cherchent à temporiser par crainte de heurts avec la Grande-Bretagne et l'Autriche-Hongrie, d'autres, à l'image de l'ambassadeur Ignatiev, soutiennent les milieux panslavistes. Finalement, l'idée d'une intervention pour sauvegarder le prestige de la Russie auprès des populations chrétiennes des Balkans l'emporte. Dès lors, le tsar déclare que si les grandes puissances ne se décident pas à intervenir vigoureusement auprès du gouvernement ottoman, il agira par les armes.

La timidité franco-britannique détermine la Russie à se préparer diplomatiquement en vue d'une intervention armée, d'autant plus que l'opinion russe, scandalisée par la répression ottomane, pousse à la création de comités d'aide aux frères slaves et à l'enrôlement de volontaires russes au service de la Bulgarie. Le tsar, qui veut éviter d'avoir à affronter l'opposition conjointe de la Grande-Bretagne et de l'Autriche-Hongrie, entame des négociations avec cette dernière. Ces négociations débouchent sur des plans de partage des Balkans en zones d'influence, mais sans projet d'action militaire commune. En octobre 1876, Alexandre II, pressé de plus en plus par la tendance slavophile, adresse un ultimatum au sultan, lui demandant d'arrêter les hostilités. Ce dernier accepte l'idée d'une conférence internationale qui se tient à Constantinople en décembre 1876. Britanniques et Russes parviennent à se mettre

d'accord sur la formation de deux Bulgarie, l'une à majorité slave à l'ouest, l'autre regroupant plutôt Grecs et Turcs à l'est. Mais la Turquie refuse cette éventualité et la conférence débouche sur une impasse. La Russie reprend ses démarches diplomatiques et, par une convention secrète du 15 janvier 1877, obtient la neutralité de l'Autriche en lui accordant la possibilité d'occuper la Bosnie-Herzégovine. La Russie s'engage, de son côté, à ne pas porter les opérations militaires dans les zones d'influence autrichienne (partie occidentale de la péninsule balkanique). Le tsar s'efforce en outre de rassurer la Grande-Bretagne en affirmant qu'il ne s'emparera pas de Constantinople et qu'il ne remettra pas en cause le statut des Détroits.

Alors que les insurgés serbes sont pratiquement défaits, le tsar déclare la guerre à la Turquie, sous le prétexte de garantir le sort des populations chrétiennes de l'Empire ottoman. Le 24 avril 1877, les troupes russes entrent en Roumanie avec le consentement du gouvernement de Bucarest et atteignent rapidement le Danube. La résistance turque est brisée en novembre 1877. Devant la menace que font peser les Russes sur Constantinople, les Turcs demandent l'armistice (31 janvier 1878).

Congrès de San Stefano : les appétits du panslavisme

Le traité de San Stefano, signé en mars 1878, sanctionne la victoire de la Russie. Alexandre II ne peut modérer les appétits du clan panslaviste : l'Empire ottoman est dépouillé de ses territoires balkaniques. La Serbie, le Monténégro, l'Herzégovine, la Roumanie et la Bulgarie accèdent à l'indépendance. La Russie s'agrandit du nord de l'Arménie et de la Bessarabie ainsi que des territoires d'Ardahan, de Kars et de Batum. L'Empire russe s'étend désormais jusqu'au delta du Danube. Une « Grande Bulgarie », placée sous influence russe, est constituée par le regroupement de tous les États slaves s'étendant du Danube à la mer Egée et englobant la Roumélie et une grande partie de la Macédoine. Le Tsar obtient la possibilité d'y faire stationner ses troupes pendant deux ans, ce qui revient à lui accorder un rôle déterminant dans le choix du futur gouvernement bulgare.

La Russie concrétise ainsi ses prétentions expansionnistes : grâce à cette « Grande Bulgarie », Moscou accède à la Méditerranée et coupe l'Europe de l'Ouest des territoires balkaniques plus orientaux.

Le congrès de Berlin : une défaite diplomatique

Mais cette Grande Bulgarie inquiète ses voisins balkaniques qui considèrent qu'elle englobe des territoires non bulgares. Elle inquiète aussi l'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne qui la voient comme une colonie russe. Refusant le fait accompli, les grandes puissances font alors pression sur la Russie pour qu'elle accepte une révision du traité de San Stefano. Cette révision débouche sur le congrès de Berlin réuni sous la présidence de Bismarck du 15 juin au 13 juillet 1878.

Par rapport aux décisions de San Stefano, la carte des Balkans sort de ce congrès sensiblement modifiée. La Grande Bulgarie disparaît aux profits d'une Bulgarie autonome beaucoup plus réduite et d'une Roumélie orientale, sous domination ottomane. Le littoral de la mer Égée reste turc dans sa totalité.

Pourquoi ce recul russe ? Non seulement les dirigeants russes ont conscience de leur isolement, mais ils doivent aussi tenir compte de l'extrême fragilité de leur situation économique et financière. De plus, l'ébranlement de la guerre est grand dans la population, satisfaite sur le plan national, mais irritée par les prévarications, scandales et gabegies étalées dans l'administration russe. Les structures intérieures de l'Empire ne permettent pas d'envisager une nouvelle guerre. La Russie doit se résigner.

Même si elle s'impose comme protectrice des Slaves des Balkans, la Russie vient de subir une défaite diplomatique. Elle garde un profond ressentiment à l'égard de l'Allemagne et de l'Autriche, qu'elle rend responsables d'avoir imposé la révision opérée lors du congrès de Berlin pour barrer la route aux ambitions russes.

L'entente germano-austro-russe : un accord sur les Balkans

Après le congrès de Berlin, l'isolement de la Russie est complet, à moins d'accepter un retour au sein de l'entente austro-allemande¹². L'ambassadeur russe à Berlin y pousse

¹² Une première série d'accord a été conclue entre Guillaume Ier, François Joseph et Alexandre II en 1872 et 1873. Entre l'Allemagne et la Russie, il s'agit d'une véritable alliance militaire destinée à isoler la

depuis deux ans. L'accession au pouvoir d'Alexandre III en 1881, slavophile déclaré, va accélérer l'évolution de la position russe. Partisan de la reconstitution d'un front commun des Empires autoritaires face à la vague du terrorisme et du socialisme, il accepte de signer (mai 1881) un traité d'entente, valable trois ans, avec l'Allemagne et l'Autriche. Par ce traité, les trois puissances s'engagent à tenir compte de leurs intérêts respectifs dans les Balkans et à subordonner toutes modifications territoriales de l'Empire ottoman à leur commun accord. La Russie obtient la promesse de pouvoir réunir la Roumélie à la Bulgarie. Son destin expansionniste se précise : elle doit désormais se porter en Asie Centrale, puisque ses « amis » pourront l'épauler en cas de crise avec la Grande-Bretagne.

La guerre serbo-bulgare et les désillusions de la Russie

Depuis le Congrès de Berlin, les positions russes en Bulgarie se sont peu à peu fragilisées. La tutelle du tsar heurte les ambitions personnelles du prince de Bulgarie, Alexandre de Battenberg, dont le premier souci est de conserver son trône. Pour se faire, il adopte les vues de la majorité des Bulgares hostiles à la tutelle russe et décide, en 1884, de renvoyer ses ministres des Affaires Etrangères et de la Guerre, deux généraux russes qui lui avaient été imposés par le Tsar. Il proclame dans le même temps l'union des deux Bulgarie en contradiction avec le traité de Berlin.

La Serbie, inquiète de la nouvelle l'unité bulgare, attaque la Bulgarie en novembre 1885. La Russie, protectrices des Bulgares n'intervient dans ce conflit qui se termine par statu quo. L'indifférence russe s'explique pour plusieurs raisons : il existe d'une part une certaine animosité entre le Tsar et Alexandre de Battenberg et d'autre part, la Russie vient de signer en 1884, le renouvellement de l'entente avec l'Autriche et l'Allemagne.

Au printemps 1886, une conspiration pro-russe pourtant tente de faire rentrer la Bulgarie sous l'influence russe, en forçant Battenberg à abdiquer. Mais lors de la désignation du nouveau prince, un juillet 1887, le Parlement bulgare écarte le candidat

France ; l'Autriche se contente de promettre sa neutralité. Cette alliance n'a pas survécu au traité de Berlin.

russe et porte son choix sur Ferdinand de Saxe-Cobourg, le candidat de l'Autriche-Hongrie.

La Russie vient de perdre ses appuis dans les Balkans. Elle réalise qu'elle a été grugée dans l'alliance des trois Empereurs. Les slavophiles manifestent leur hostilité à cette alliance et organisent en 1886 des campagnes de presse. L'absence de censure témoigne l'incertitude de la position russe et les divisions parmi les responsables tsaristes. A cause des Balkans, la Russie ne doit-elle pas abandonner le camp des Empires centraux ?

La fin de l'alliance germano-russe

L'alliance austro-germano-russe, qui doit être renouveler en 1890, est depuis longtemps remise en cause par les militaires russes. Chez eux prévaut l'idée que l'alliance allemande, mise au service des intérêts autrichiens, permet simplement à la faible armée austro-hongroise d'être abritée face à l'armée russe. De même, chez les hommes d'affaires, un esprit nationaliste l'emporte, avec pour principale cible l'Allemagne, dont les exportateurs vendent plus de 50% des machines et de l'équipement industriel importé en Russie. Ces industriels russes réclament des tarifs douaniers plus protecteurs et alimentent des campagnes de presse défavorables à l'Allemagne. L'alliance avec l'Allemagne est donc nettement remise en cause en 1890 et l'idée de rétablir un certain équilibre en Europe par un rapprochement avec la France qui déjà aide financièrement la Russie, commence à prendre corps. L'annonce par Guillaume II du refus de signer à nouveau le traité de réassurance, clarifie la situation et amorce le rapprochement politique franco-russe.

Une période de repli

A l'automne 1894, l'Empire ottoman est secoué par une vague de révoltes contre l'autoritarisme des administrateurs turcs suivie d'une féroce répression. La Grande-Bretagne envisage alors une intervention navale en mer Noire. La Russie y voit une menace directe sur Constantinople et juge cette proposition inacceptable. Elle consulte

son allié français qui ne lui offre qu'une stricte neutralité en cas de conflit dans les Détroits. La situation en reste là.

A partir de septembre 1896, la diplomatie russe reprend une politique plus audacieuse. L'incapacité du sultan à mettre en place des réformes et le désordre qui règne dans l'empire montrent que l'heure du partage de l'Empire ottoman a sonné. Une intervention directe sur les rives du Bosphore est envisagée. La Grande-Bretagne n'y semble pas opposée mais la France se montre plus réticente et prône la création d'un Conseil chargé de superviser la mise en place des réformes. Les grandes puissances y seraient représentées, sauf la Russie qui ne fait pas partie du Conseil de la Dette déjà existant. Nicolas II repousse le plan français.

Les divergences franco-russes sont encore plus manifestes lorsque à la suite des troubles en Macédoine et des visées expansionnistes manifestées par la Bulgarie, la Russie consulte une nouvelle fois son allié pour connaître son attitude en cas de conflit avec l'Autriche Hongrie. La France affirme une fois encore sa stricte neutralité.

La Russie ne pouvant affronter seule ou avec un appui purement théorique de l'Angleterre, la coalition de ceux qui souhaitent, avant tout, le maintien de l'Empire ottoman, se résout à signer un accord avec l'Autriche Hongrie en mai 1897. Les deux États s'engagent à respecter le statu quo dans les Balkans. Refoulée des Balkans par la prépondérance autrichienne, la Russie s'en détourne et s'oriente vers la conquête de nouvelles terres en Asie centrale et en Extrême-Orient. Elle n'y reviendra qu'après 1905.

Retour dans les Balkans

A cause de la concurrence japonaise, la Russie connaît des déboires dans ses nouvelles sphères d'influence d'Extrême-Orient : la guerre russo-japonaise déclenchée en 1904 se solde par l'anéantissement de la flotte russe (mai 1905). Chassée d'Extrême-Orient, la Russie donne à nouveau priorité aux questions balkaniques et s'engage dans le soutien de la Serbie. La période de 1905 à 1914 va être marquée par trois crises successives qui opposent directement la Russie à l'Autriche. La dernière débouchera sur le premier conflit mondial.

La première crise survient en 1908 lorsque l'Autriche entreprend de briser la Serbie par la guerre économique puis l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. La Russie proteste, prend des mesures de mobilisation, mais ne peut compter à cette date ni sur l'appui de la France, ni sur celui de la Grande Bretagne. La Russie doit encore une fois se contenter d'observer et d'attendre l'heure de la revanche.

A partir de 1910, les populations serbes, bulgares et grecque de Macédoine (entre lesquelles les nationalismes s'opposent) protestent de plus en plus contre le joug ottoman. La Grèce, le Monténégro, la Serbie et la Bulgarie sont prêts à réaliser enfin leur unité en délivrant leurs «frères» du joug colonial turc. L'Albanie musulmane aspire aussi à son indépendance. Cette convergence dans la décolonisation s'accompagne cependant de vieilles et profondes divergences quant au découpage futur des terres libérées en particulier entre les Serbes et les Bulgares. Pour arbitrer ce différend, les deux Etats doivent faire appel à une tierce puissance. C'est donc naturellement vers le «grand frère slave» que les pays balkaniques se tournent.

Les responsables russes sont divisés quant à la politique à suivre. Certains diplomates poussent à profiter des difficultés turques pour reposer la question des Détroits. Ils défendent l'idée d'une alliance «protectrice» avec l'Empire ottoman garantissant le statu quo dans les Balkans contre le libre passage des Détroits pour la flotte russe. D'autres diplomates souhaitent au contraire l'expansion des jeunes États balkaniques, afin de constituer ensuite une «solide clientèle» dans le Sud-Est européen et de prendre, enfin, une revanche contre l'Autriche.

Le refus de la France de suivre son allié dans un éventuel changement de statut des Détroits pousse alors la Russie à choisir la deuxième solution. A l'automne 1911, la Russie parvient à mettre d'accord la Serbie et la Bulgarie sur les conditions du futur partage. Le 13 mars 1912, Serbes et Bulgares signent un accord défensif complété d'un second accord sur le partage de la Macédoine. La Russie se voit reconnaître le rôle d'arbitre pour régler le sort d'une partie intermédiaire de la Macédoine qui reste inattribuée. Le 29 mai 1912, Bulgares et Grecs signent une autre alliance contre les

Turcs tandis que le Monténégro manifeste sa volonté de rejoindre ses voisins. Une véritable Ligue balkanique est constituée.

Les États de la Ligue balkanique peuvent alors passer à l'action et déclarent la guerre à l'Empire ottoman en octobre 1912. En trois semaines, la guerre connaît son dénouement : les Serbes prennent la Macédoine, les Grecs la région de Salonique, les Bulgares la Thrace. Les succès balkaniques posent de sérieux problèmes d'équilibre : les Bulgares menacent Constantinople, les Serbes sont prêts d'atteindre l'Adriatique, ce que ni la Russie, pour les premiers, ni l'Autriche-Hongrie, pour les seconds, ne veulent admettre. Un règlement intervient en mai 1913. Par le traité de Londres les grandes puissances européennes, entérinent le démembrement de l'Empire ottoman d'Europe. Il doit céder tous ses territoires européens situés au nord-ouest de la ligne Enos-Midia et abandonner la Crète et sa souveraineté sur l'Albanie. Mais le tsar n'arrive pas à imposer son arbitrage entre les alliés de la veille qui s'opposent sur le partage du butin. Cette opposition débouche sur la deuxième guerre balkanique déclenchée par la Bulgarie. Une fois encore, la guerre est brève. Au bout d'un mois, la Bulgarie, défaite, demande l'armistice. Le 10 août 1913, la paix de Bucarest met un terme aux affrontements.

La Russie, déçue de n'avoir pas obtenu au cours des négociations le contrôle des détroits, opte pour la Serbie comme allié essentiel (aux dépens de la Bulgarie). La Serbie est, en effet, la mieux à même de freiner son adversaire essentiel, l'Autriche-Hongrie. En outre la Bulgarie, trop forte, constitue une menace potentielle sur les Détroits.

Les guerres des Balkans, en accentuant les rivalités balkaniques, vont influencer profondément le déroulement ultérieur de l'histoire européenne. La Bulgarie et la Turquie n'acceptent pas leur défaite. Les accords de paix créent une Serbie forte et ambitieuse qui rêve de regrouper tous les Slaves du Sud.

Les projets d'une seconde ligue balkanique sous les auspices de la Russie, qui constituent une menace directe pour la pérennité de l'Empire, commencent à se préciser. Ce péril devient une véritable obsession chez les responsables politiques autrichiens au cours de l'été 1914. Le 28 juin 1914, l'assassinat à Sarajevo de l'archiduc héritier de

François-Ferdinand, est ressenti comme une provocation de la part de Belgrade qui bénéficie de l'appui russe. L'Empire est assuré cette fois-ci du plein soutien de l'Allemagne et estime, pour la première fois en quarante ans, que seule la guerre peut résoudre la question du nationalisme des Slaves du Sud.

C'est donc « tout naturellement » que la Russie mobilisera ses troupes en août 1914 pour venir en aide à la Serbie qui vient de recevoir un ultimatum de l'Autriche-Hongrie.

Partie IV: La crise finale de l'été 1914

L'engrenage

Le 28 juin 1914, l'héritier du trône impérial austro-hongrois, l'archiduc François-Ferdinand, est assassiné à Sarajevo par des terroristes bosniaques favorables à l'unité des Slaves du Sud autour de la Serbie. La responsabilité de l'attentat est donc aussitôt attribuée à la Serbie.

Vienne est divisée sur la nature de la riposte : les militaires veulent en finir avec la Serbie, les diplomates souhaitent obliger la Serbie à un recul diplomatique définitif et les politiques pensent profiter des circonstances pour consolider et compléter le système d'alliances anti-serbes. En fait, la nature et l'ampleur de la contre-attaque dépendent du soutien allemand. De fait, Berlin, dès le 5 juillet, pousse son allié à utiliser au maximum cette opportunité. L'Autriche n'a que trop tardé à agir et l'Allemagne se tient prête à la soutenir, jusqu'et y compris, par les armes, contre la Serbie. Si la riposte est brutale et rapide, Berlin pense que les risques seront limités. La responsabilité manifeste des Serbes dans l'attentat dissuadera les Occidentaux de leur venir en aide, tandis que le soutien allemand empêchera la Russie d'entrer en conflit avec l'Autriche-Hongrie. Ainsi réconfortés, les Autrichiens se décident à l'action.

Le 23 juillet, Vienne adresse à Belgrade un ultimatum dont l'acceptation équivaldrait à la mise en place d'un protectorat autrichien sur la Serbie. Le 25 juillet, les Serbes, tout en acceptant une grande partie des exigences, refusent de laisser des enquêteurs autrichiens opérer sur leur sol. Vienne rompt ses relations diplomatiques avec Belgrade.

Les gouvernements français, russe, britannique, offrent alors des solutions de compromis pour éviter de laisser écraser les Serbes, sans afficher encore un engagement ferme à leurs côtés. Berlin et Vienne, misant toujours sur une action soudaine pour limiter les risques, écartent ces propositions. Le 28 juillet, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Serbie et bombarde Belgrade le lendemain. Parallèlement, Berlin et Vienne multiplient les mises en garde vis-à-vis de la Russie, pour éviter que celle-ci n'agisse et tentent de rassurer les Britanniques et les Français.

Le bombardement de Belgrade va cependant provoquer la réaction de Saint-Pétersbourg. Le 29, le tsar décrète la mobilisation partielle des troupes russes le long de la frontière avec l'Autriche. La mobilisation générale survient le 30. Dès lors, le conflit s'emballe. L'armée allemande commence à préparer sa mobilisation. Le gouvernement français est interpellé sur son attitude en cas de conflit germano-russe, tandis qu'un ultimatum est adressé à la Russie pour qu'elle cesse sa mobilisation. Le 1er août, n'ayant obtenu aucune réponse russe, l'Allemagne déclare la guerre à la Russie. Toute l'Europe de l'Est rentre donc en guerre.

A l'ouest, les Allemands croient encore possible la neutralité britannique. Le 2 août, suivant les plans de l'état-major allemand (basés sur une offensive conduite d'abord à l'ouest), un ultimatum est adressé à la Belgique pour obtenir le libre passage des troupes allemandes. Le 3 août, la guerre est déclarée à la France. Jusque-là, les calculs allemands s'accomplissent conformément aux prévisions. Mais le 3 août, Londres adresse un ultimatum à Berlin pour demander le retrait des forces allemandes de Belgique. Le gouvernement allemand ne répond pas, la Grande-Bretagne bascule dans la guerre.

Les clauses de la Triplice permettent à l'Italie de jouer la carte de la neutralité (elle était tenue de soutenir ses alliés seulement en cas d'attaque de ceux-ci par une tierce puissance). Le 6 août, l'Autriche-Hongrie à son tour déclare la guerre aux nations en guerre avec l'Allemagne. L'Europe de l'Ouest se trouve à son tour, plongée dans la guerre.

Les raisons de l'emballement vers guerre

Les dirigeants allemands sont persuadés du caractère inévitable d'un affrontement avec la France et la Russie. Ils craignent aussi de voir l'allié austro-hongrois, en proie à de graves troubles intérieurs liés aux nationalismes, s'enfoncer dans la décadence. Aussi, le soutien, quasi inconditionnel, de l'Allemagne à l'Autriche-Hongrie et la volonté manifeste des dirigeants allemands d'exploiter l'occasion offerte pour régler de façon définitive les différends avec la France et la Russie expliquent en grande partie l'engrenage des décisions.

Du côté russe l'ensemble des dirigeants, politiques et militaires, comme les intellectuels, pensent que l'expansion indéniable de la Russie nécessite une politique extérieure active, condition sine qua non pour entamer une rénovation salvatrice de l'empire. Les germanophobes sont, par ailleurs, persuadés que la guerre est inévitable avec l'Allemagne, ne serait-ce que pour régler le problème ottoman.

Les autres pays européens sont quant à eux plus indécis parce que plus divisés.

A Vienne comme à Budapest, beaucoup d'hommes politiques, conscients des difficultés intérieures que traversent leur pays respectif, incitent à la modération en politique extérieure.

En France, les divisions et les incertitudes sont très marquées. Si le Quai d'Orsay et le ministère de la Guerre pensent qu'il faut se préparer à la guerre contre l'Allemagne et donc maintenir à tout prix nos alliances, le pouvoir est plus réservé quant au choix des moyens pour endiguer la menace allemande. La tendance dominante reste pourtant, chez tous, la fermeté.

A Londres, les vues de plus en plus décidées des hauts fonctionnaires civils et militaires s'opposent à l'indécision des dirigeants libéraux. De plus, la Grande-Bretagne connaît au même moment, un début de guerre civile en Irlande. La tendance est donc à la prudence.

Démembrement de l'Empire jusqu'à la veille de la première guerre mondiale

Dans le même temps, le coût des réformes conjugué à la perte des revenus d'un empire amputé conduise l'État ottoman à la banqueroute. L'économie du pays est mise sous

tutelle franco-anglaise. Le sultan, sous la pression des libéraux, accepte, en 1876, de doter l'État d'une constitution, instaurant un régime de monarchie parlementaire et inscrivant dans les lois fondamentales les libertés individuelles et religieuses. Dès 1878, cependant, il rétablit un gouvernement absolutiste.

Le sultan, Abdülhamid II, doit accepter, en 1878, le traité de San Stefano, dont les termes sont revus au congrès de Berlin. Les puissances européennes décident du destin de l'empire : Roumanie, Serbie et Monténégro ont désormais une indépendance pleine et entière ; la Bulgarie est devenue une principauté autonome ; la Bosnie-Herzégovine est occupée militairement par l'Autriche. Les empiètements se poursuivent dans les années qui suivent : en 1881, la Grèce s'agrandit de la Thessalie et d'une partie de l'Épire ; en 1885, la Roumélie orientale est annexée à la Bulgarie. Ces changements de souveraineté s'accompagnent de transferts de populations qui accentuent encore le recul ottoman dans les Balkans. Les populations turques et musulmanes des nouveaux États chrétiens, qui craignent à la fois les représailles et les effets des lois agraires favorisant les éléments chrétiens, émigrent en grand nombre dans la partie asiatique de l'Empire. Cette évolution contribue à accentuer le caractère musulman de l'Empire.

Le déclin se poursuit. Après le massacre des Arméniens, entre 1894 et 1896, l'État ottoman est mis au ban des nations.

Les officiers libéraux et nationalistes, qui constituent en 1895 le mouvement des Jeunes-Turcs, organisent, en 1908, un soulèvement des troupes basées en Macédoine. Ils obligent le despote à rétablir la constitution et le Parlement. L'Autriche ayant annexé, en 1909, la Bosnie-Herzégovine, tandis que la Bulgarie proclame son indépendance, l'armée de Thessalonique, dominée par les Jeunes-Turcs, marche sur Istanbul, dépose Abdülhamid II et porte au pouvoir Mehmet V. En fait, jusqu'en 1918, le pouvoir est aux mains des Jeunes-Turcs, dirigés par Enver Pacha.

L'État ottoman est continuellement en guerre jusqu'à sa fin : contre l'Italie d'abord qui prend la Tripolitaine en 1912, dans les Balkans ensuite où il doit affronter une coalition formée par la Serbie, le Monténégro, la Bulgarie et la Grèce. En 1913, après la signature des traités de Londres et de Constantinople, ne subsistent plus de l'empire que

l'Anatolie, la Thrace occidentale et Istanbul, en Europe, et le Hedjaz, dans la péninsule Arabique.

La fin de l'Empire ottoman

Le démembrement s'achève après la Première Guerre mondiale. Enver Pacha en effet engage la Turquie aux côtés de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Les Anglais favorisent, en 1916, la révolte arabe contre la domination ottomane. Les Alliés reprennent l'offensive et contraignent les Turcs à signer l'armistice de Mudros, en octobre 1918. L'empire est réduit à l'Anatolie.

Mehmet V ayant nommé en mars 1919 un gouvernement dévoué aux vainqueurs, Mustafa Kemal prend la tête d'un mouvement nationaliste. En octobre 1919, il organise des élections et devient, en avril 1920, chef du gouvernement. Après l'offensive grecque en Anatolie, Mehmet V accepte de signer le traité de Sèvres, en août 1920, qui prévoit la perte des provinces arabes et le démembrement de l'Anatolie. Mustafa Kemal dirige la contre-offensive nationaliste contre les Grecs, refoulés en 1922. En juillet 1923, les Alliés reconnaissent, par le traité de Lausanne, la victoire de Mustafa Kemal. Le 20 octobre 1923, la république de Turquie est proclamée. L'année suivante, le califat, dernier héritage de l'Empire ottoman, est aboli.

Conclusion

L'étude de l'historique de la présence de l'Islam en Europe, notamment de l'Empire ottoman et aussi des interventions des puissances européennes dans les Balkans met en évidence un certain nombre de constantes dans les objectifs poursuivis par ces pays. Puissance continentale par nature, la Russie cherche à s'emparer de fenêtres maritimes, en particulier des Détroits turcs. La Russie veut aussi offrir sa protection aux peuples orthodoxes sous la forme du panslavisme d'où des conflits incessants avec l'Empire ottoman et l'Autriche. L'Autriche est soucieuse de conserver son statut de grande puissance dans les Balkans. Elle cherche aussi et surtout à empêcher l'expansion de ses

jeunes États voisins soutenus par la Russie. Lorsque la monarchie n'est plus capable d'affirmer sa suprématie par la guerre, elle noue des alliances et se rapproche de plus en plus de l'Allemagne. En 1914, encouragée par Berlin, Vienne adopte pourtant la solution militaire pour régler son différend avec la Serbie. Après avoir longtemps défendu l'intégrité de l'Empire ottoman contre les appétits des autres puissances européennes, Londres se montre pragmatique et se résout au partage des Balkans. Devant ce qui apparaît comme inéluctable, la Grande-Bretagne adopte la position la plus à même de défendre ses intérêts : garder la maîtrise de la Méditerranée et empêcher la Russie d'accéder aux détroits turcs. L'Allemagne se montre avant tout soucieuse de sa consolidation et de la stabilité en Europe et c'est bien malgré lui que Bismarck se trouve impliqué dans les affaires balkaniques. Il faut attendre Guillaume II pour que l'Allemagne, sûre de sa puissance, s'intéresse aux Balkans comme axe de pénétration vers le Moyen Orient. Cette implication tardive, sans ambition territoriale, lui permet de nouer des liens solides avec l'Empire ottoman. La France cherche encore une alliance de revers contre l'ennemi autrichien. Cette politique, commencée par François Ier, explique le soutien à l'Empire ottoman et le refus de son démantèlement. Lorsque l'effondrement de cet allié apparaît imminent, Paris entreprend un rapprochement avec Saint-Pétersbourg. Une alliance avec la Russie offre, de plus, un avantage indéniable dans l'éventualité d'un conflit avec l'Allemagne. L'Italie trouve d'abord dans les Balkans les moyens de faire accepter par les autres puissances son existence en tant que nation. Ensuite, il ne s'agira pour elle, que de satisfaire des ambitions coloniales en obtenant par marchandage ou par la force le rattachement des terres inhérentes.

Le gouvernement de Constantinople ne peut en rien s'opposer au démembrement non seulement de ce qui reste de l'Empire, mais encore de l'Anatolie . Contre ce démembrement du sol turc se dresse alors un officier, qui a combattu sur les Dardanelles et au Proche-Orient, Mustafa Kemal, qui organise la lutte pour l'intégrité et l'indépendance de la Turquie, dès le 19 mai 1919. Son énergie et son prestige lui valent le ralliement des populations anatoliennes et d'un certain nombre de personnalités politiques ; cela lui permet de rejeter le traité de Sèvres qui entérine

le démembrement de l'Empire et la réduction de la Turquie au seul plateau anatolien, et envisage la création d'un État arménien et d'un État kurde.

De 1920 à 1922, Mustafa Kemal mène sans répit la guerre d'indépendance contre les Grecs soutenus par les Anglais, tandis que lui-même reçoit l'appui officiel des Soviétiques et le soutien officieux des Français et des Italiens ; les victoires remportées sur la Sakarya et l'Ineunu entraînent l'éviction des Grecs d'Anatolie. Les négociations de paix engagées après l'armistice de Mudanya (11 oct. 1922) ont leur conclusion au traité de Lausanne (24 juill. 1923) : les Turcs retrouvent leurs frontières de Thrace et les îles d'Imbros et de Ténédos ; les populations grecques d'Anatolie et turques de Grèce doivent être échangées, mais les Turcs conservent le contrôle des Détroits . Les Turcs reconnaissent l'indépendance des anciennes provinces arabes. La Turquie nouvelle est créée. Mais il faut lui donner d'autres structures : les nationalistes turcs ne sauraient envisager un retour à l'Empire et à son régime, accusés d'avoir causé la décadence ottomane . Le 29 octobre 1923, la République turque est proclamée et, par voie de conséquence, le sultanat et l'Empire disparaissent et Mustafa Kemal est élu président de la République et pour mieux rompre avec l'ancien régime, la capitale est désormais fixée à Ankara. Dernière étape de la révolution turque : le 3 mars 1924, le califat est aboli et le dernier calife ottoman prend le chemin de l'exil.

Ainsi s'achèvent six siècles d'histoire ottomane, tandis que commence l'histoire de la Turquie.

TABLE DES MATIERES

PREAMBULE	2
INTRODUCTION	3
PREMIER PARTIE : LA CREATION DE L'EMPIRE OTTOMANE	5
1 - L'APPARITION DES OTTOMANS	5
2 - La conquête des Balkans	6
2 - La puissance militaire ottomane	8
4 - L'Empire après Soliman	10
DEUXIEME PARTIE : L'EMPIRE OPPOSAIT A L'EMPIRE AUSTRO-HONGROIS	11
1 - L'EMERGENCE DES HABSBOURG	11
2 - L'EMPIRE OTTOMAN PERD L'INITIATIVE	12
3 - La bataille de Vienne	12
4 - Le traité de Karlowitz	13
5 - La bataille de ZENTA	13
TROISIEME PARTIE : L'EMPIRE XVIII A LA VEILLE DU XIX SIECLE	13
1 - LES PREMIERS GUERRES CONTRE LA RUSSIE	13
2 - La congrès de Vienne	15
3 - L'indépendance de la Grèce ou les limites du congrès de Vienne	17
4 - La guerre de Crimée	19
5 - Le panslavisme un moyen d'expansion	20
6 - La guerre russo-turque	22
7 - Le congrès de San Stefano et de Berlin	23
8 - L'accord sur les Balkans, la guerre serbo-bulgare	25
9 - La fin de l'alliance germano-russe, une période de repli	26
10 - Le retour dans les Balkans	27
QUATRIEME PARTIE : LA CRISE FINALE DE L'ETE 1914	30
1 - L'ENGRENAGE	30
2 - Les raisons de l'emballement vers la guerre	32
3 - Le démembrement de l'Empire ottoman	33
4 - La fin de l'Empire ottoman	34
Conclusion	34
BIBLIOGRAPHIE	37

BIBLIOGRAPHIE

- CARDINI, Franco, Europe et Islam, Histoire d'un malentendu, Paris , 2000
- ANCEL, Jacques. Peuples et nations des Balkans, C.T.H.S., 1992
- CASTELLAN, Georges, Histoire des Balkans XIVE XXe siècle, Paris, Fayard, 1991
- CHALMIN Nicolas, Cours d'Histoire Moderne : Licence d'Histoire, s.l., 1998
- DUBY Georges, Atlas Historique
- PREVELAKIS, Georges. Les Balkans. Cultures et géopolitique. Nathan, 1994.
- VALLERY-RADOT Maurice, L'Église des premiers siècles, Paris ; Perrin, 1999
- VASILIEV, A.A. History of the Byzantine Empire ; Vol 1 and 2, Madison ; University of Wisconsin Press, 1952
- CASTELLAN Georges, Histoire des Balkans. Fayard ; 1995.
- FEJTÖ François, Requiem pour un empire défunt. Histoire de la destruction de l'Autriche-Hongrie. Ed du Seuil ; 1993.
- GARDE Paul, Les Balkans. Ed Flammarion, collection DOMINO ; 1996.
- GARDE Paul, Vie et mort de la Yougoslavie. Ed Fayard ; 1999.
- GARDE Paul, « Les Balkans vus de France au XX^e siècle », in revue Esprit. Déc.2000.
- GIRAULT René, Diplomatie européenne. Nations et impérialisme 1871 – 1914. Ed Masson ; 1995.
- HERMET G, Histoire des Nations et du nationalisme en Europe. Ed du Seuil ; 1996.
- SANTAMARIA Yves et WACHE Brigitte, Du printemps des peuples à la Société des nations. Ed La Découverte ; 1996.
- SELLIER André et Jean, Atlas des peuples de l'Europe centrale.Ed La Découverte ; 1991.
- ZORGBIBE Pierre, Histoire des relations internationales. Tome 1. Ed Hachette ; 1994.
- ZORGBIBE Pierre, Histoire des relations internationales. Tome 2. Ed Hachette ; 1994.
- LEWIS B., Europe, Islam, Actions et Réactions, Paris 1992
- RODINSON M., Entre Islam et Occident, Paris 1998